

A la lumière d'HIER ...

Le 17 avril 1943, lorsque furent conclus ici les accords de réunification de la CGT, ouvrant la perspective d'une efficacité renforcée des combats intérieurs pour la libération de la France, j'étais à quelques jours d'avoir 20 ans.

Un vingtième anniversaire qui s'inscrivait pour moi, non pas comme le plus beau jour de la vie, mais seulement comme le bonheur fragile d'être encore vivante, après trois années d'action clandestine de résistance contre l'occupant, avec les cheminots de la CGT illégale de Toulouse.

Trois années qui avaient largement confirmé la clairvoyance politique et syndicale dont j'avais vu le combat difficile durant toute mon enfance, pour éviter que l'Europe ne sombre dans le terrible désastre qu'annonçait le fascisme hitlérien.

Son ascension en Allemagne sur fond de crise économique de chômage et de misère, suscitait en France une agitation agressive de l'extrême droite qui se sentit confortée, dès que furent accordés en 1933 les pleins pouvoirs à Hitler avec le soutien actif de la haute finance et des grands industriels.

Les années qui suivirent connurent une intense activité des forces de paix et du syndicalisme CGT dans une France qui s'enfonçait dans une crise économique profonde, avec la montée grandissante du fascisme.

Les manifestations et les grèves quasi-journalières, les multiples appels à la paix furent de plus en plus violemment réprimés par la police qui n'hésitait pas à tuer les manifestants.

Les gouvernements de sinistre mémoire tels Daladier, Raynaud, Laval, étaient plus sensibles au chant des sirènes venu d'outre Rhin, où le national-socialisme triomphant d'Hitler causait des dégâts humains considérables, que de la survie de la République française gravement menacée.

L'éclaircie de 1936 avec la victoire des forces républicaines et les formidables avancées sociales acquises par l'action syndicale unie ne durera que 2 ans.

La violente offensive des mouvements de régression sociale à caractère fasciste eurent raison de la faible résistance des gouvernants du Front Populaire.

Ce qui fut appelé « la pause » aboutit en fait à une entreprise de destruction des avancées sociales avec la réduction répressive de l'action des organisations syndicales.

Dés lors s'engagea l'escalade ouvrant la voie au pire.

En 1938, le gouvernement français signera avec Hitler les accords de Munich, lui livrant la Tchécoslovaquie alors qu'il venait d'annexer l'Autriche. L'Europe fasciste était en marche et la France visée en premier lieu.

Le général de Gaulle écrira dans ses mémoires sur cette période de notre histoire :

« Il faut dire que certains milieux voulaient voir l'ennemi, plutôt dans Staline que dans Hitler. Ils se souciaient des moyens de frapper la Russie beaucoup plus que de la façon de venir à bout du Reich ».

J'avais vu, dès mon plus jeune âge, l'énergie que déployait mon père, cheminot, aidant les plus démunis, s'associant aux actions porteuses d'un avenir de bonheur pour tous.

Il faisait de sa vie un apostolat contre l'oppression, la misère, l'exploitation, l'absence des droits élémentaires et s'opposait activement à toute tentative d'émergence des idées du fascisme.

Cela l'avait conduit dès qu'il fut salarié, à l'action syndicale CGT, puis au Parti Communiste et tout naturellement dès 1940 à l'engagement dans la Résistance où je l'avais suivi.

Ainsi, dès l'âge de 15 ans, je compris que l'avenir que je m'étais tracé, oh ! combien pacifique, entre les études, la compétition de natation et la danse au théâtre du capitole de Toulouse, risquait de ne rester qu'en l'état d'un beau rêve perdu, tant il me semblait incompatible avec ce qu'allait devenir la France.

Orientée vers l'activité culturelle j'avais gardé en mémoire cet appel lancé en 1938 par André Malraux avec l'Association des Ecrivains et Artistes :

« Depuis 10 ans, le fascisme étend sur l'Europe ses grandes ailes noires. Bientôt ce sera l'action sang contre sang. Les intellectuels persécutés en Allemagne, ne le sont pas en tant que marxistes, mais parce qu'ils ont gardé le sentiment de la dignité. Le fascisme allemand nous montre que nous sommes face à la guerre et nous devons tout faire pour l'empêcher ».

Mais parallèlement, certains milieux de la haute finance et de la grande industrie manifestaient dans Paris sous le mot d'ordre :

« Plutôt Hitler que le Front populaire »

Il faut bien dire qu'en matière d'ignominie Hitler n'a pas tout inventé. Ce sont des hommes politiques français qui déclaraient en 1940 :

« Il est urgent de créer un ministère de la race en s'insurgeant contre l'invasion disaient ils des juifs venus d'Europe Centrale. Nous sommes d'accord avec Hitler pour proclamer qu'une politique n'atteint sa forme supérieure que si elle est raciale ».

Toutes les conditions étaient donc bien réunies pour déclencher la Seconde Guerre mondiale et son cortège d'atrocités.

Le fascisme que l'on aurait pu combattre efficacement avec les forces progressistes issues des élections de 1936 va devenir le maître oppresseur de la France, avec les conséquences atroces que l'on connaît.

Le refus d'une telle déchéance de Français patriotes, à l'image du Général De Gaulle et de Charles Tillon au nom du Parti Communiste, se manifesta par deux appels à la Résistance, lancés au peuple Français.

Dès lors s'engagera, le plus incroyable des combats sur le sol national, contre l'occupation allemande et le gouvernement dit Français qui venaient de s'unir pour commettre un crime humanitaire sans précédent.

Car il faut bien souligner que le maréchal traître Pétain qui livra la France à Hitler en déclarant « je fais don de ma personne à la France pour atténuer son malheur » fut lui-même l'artisan principal de cet immense malheur en devenant l'initiateur des acteurs zélés de son régime soumis aux occupants, qui allèrent jusqu'à en être les exécuteurs des basses œuvres les plus abjectes.

Si j'ai voulu rappeler ces faits historiques, c'est essentiellement pour montrer qu'ils auraient pu être évités et que les horreurs qui ont accablé l'Humanité, n'étaient pas fortuites, mais bien le résultat de quatre années de trahison et d'indignité nationale du pouvoir politique français.

Et pourtant, il aura fallu un demi siècle pour qu'un Président de la République, Jacques Chirac admette la lourde responsabilité de l'Etat Français dans la déportation des familles juives, vers les camps allemands d'extermination massive.

Car il faut bien savoir que les juifs comme les résistants, torturés, assassinés, le furent pour une grande part à la suite d'arrestation par la police française.

Il n'en reste pas moins pourtant que quelques voix persistent à imaginer la réhabilitation, l'oubli ou même le pardon, de cette triste réalité historique qui est encombrante dans certains milieux.

Bientôt il ne restera plus personne pour témoigner de ce que furent tant de jours, d'actions dangereuses, de ceux qui refusèrent l'asservissement de la France à l'idéologie fasciste. Tant de journées qui se concluaient avec le soulagement d'avoir échappé à la mort, tout en préparant la mission du lendemain.

On ne dira jamais assez, combien cette période incroyablement douloureuse pour l'ensemble des français a coûté de souffrances et de tortures physiques et morales, de jeunesse brisées, de familles décimées.

Nous avons pour certains d'entre nous entre 17 et 20 ans, nous aimions la vie, la liberté, l'amour, mais notre révolte était la seule voie pour soustraire la France à la servitude et au déshonneur.

Il est vrai que parallèlement à ceux des nôtres qui sont tombés, il y avait aussi l'inespéré de la mission menée à bien et la satisfaction de sérieux dommages causés à l'occupant, de tortionnaires abattus, d'armes soustraites à leur violence, de résistants arrachés à leurs griffes, de familles juives sauvées des trains les menant à la mort, les voies de chemin de fer ayant été sabotées durant la nuit.

La peur du lendemain se concevait toujours avec comme lueur d'espoir la certitude que notre action aboutirait à la victoire quel qu'en soit malheureusement le prix.

Ces années de mon adolescence m'ont laissé des souvenirs vivaces et passionnants mais souvent très cruels. Mon frère fut arrêté à l'âge de 16 ans et demi et envoyé au camp allemand de la mort de Mathausen.

Ils m'ont aussi confortée dans cette certitude que l'histoire de la Résistance française est une très belle page, écrite dans le sang et les larmes par des militants épris de liberté, de justice, d'indépendance et de respect de la Nation. Il est donc indispensable d'en léguer les enseignements aux jeunes générations, comme devrait le faire l'Education Nationale.

L'hommage rendu ici aujourd'hui aux patriotes courageux appelés « soldats de l'ombre » honore ceux qui l'ont organisé comme tous ceux qui y participent.

Alors que le 2 février 1943, le III^e Reich et son projet nazi sont défaits à Stalingrad, l'histoire vient de basculer et le mythe de l'Allemagne invincible vient de disparaître, ouvrant les conditions nouvelles d'une victoire des forces alliées. L'action de la Résistance devient plus évidente et ses rangs s'en trouvent renforcés.

La force syndicale unique, conclue en cette nuit du 17 avril 1943 permit à Jean Moulin qui en avait mandat de rallier toutes les organisations de résistance, ce qui était la garantie d'une efficacité amplifiée.

Il créa donc le 27 mai le Conseil National de la Résistance. C'était le tournant décisif pour aller vers la victoire.

De cette création naquirent les conditions propres à rendre à la France, dès la liberté retrouvée, son équilibre moral et social, en redonnant au monde l'image de sa grandeur et la preuve de son unité nationale. Il fut alors élaboré un programme qui s'intitula « les jours heureux par le CNR ».

En 1945, la libération enfin conquise s'accompagna d'un engagement solennel fait au monde entier : « Plus jamais ça, la bête immonde ne devra plus jamais renaître ».

Le programme sera appliqué dès 1945 sous la présidence du Général De Gaulle et des ministres issus des rangs de la Résistance. Il permettra à une France anéantie par la guerre, pillée par l'occupant, de prendre un essor réel, parce qu'il ouvrira un renouveau économique, accompagné d'un contenu social totalement novateur.

Les années qui suivirent se définissent sous le nom des « Trente glorieuses », même si le mouvement syndical doit faire preuve d'une détermination permanente pour que les

conquêtes sociales bénéfiques au rayonnement de la Nation restent la ligne de conduite des gouvernements qui émaillèrent cette période.

1968 et l'unité syndicale eurent raison provisoirement de l'offensive anti sociale revancharde qui s'attaquait déjà au contenu du programme du CNR.

La situation catastrophique d'aujourd'hui mérite un tout autre débat que mon intervention dans le contexte de notre manifestation. J'en dirai simplement qu'elle assombrit considérablement la démocratie et suscite de graves inquiétudes, en France comme en Europe.

Notre société est engluée dans de scandaleuses révélations d'évasions fiscales, qu'organisent les banques vers des paradis fiscaux au profit de grands chefs d'entreprises et de personnalités politiques.

Cela jette le discrédit sur notre pays et ses instances dirigeantes alors que le peuple est injustement frappé par la dureté de la crise.

Nous sommes là très loin de la grandeur de la France, telle que la concevaient ceux qui l'ont reconquise dans les conditions de ce que l'histoire appelle les années noires.

Pour préserver la démocratie sans doute est-il impératif que soit effective la transparence financière des responsables politiques pour assurer la clarté de leur mandat et cela dépasse le cadre d'un patrimoine visible.

D'autant qu'un nouveau et grave danger vient contredire le vœu du Conseil National de la Résistance de l'impossible résurrection des méfaits du fascisme.

Dans plusieurs pays européens, l'extrême droite, issue des partis fascistes que l'on croyait éradiqués, relève la tête, avec des arguments trompeurs et parvient à s'implanter dans la vie politique des Nations.

C'est un immense danger pour la civilisation de l'Humanité.

La France n'échappe pas à cette réalité qui demande la mobilisation morale et active du peuple en son entier.

Ainsi 70 ans après le serment de non retour, la xénophobie, le racisme, les petites phrases empoisonnées et la pratique du maquillage médiatique, telle que fut le « détail de l'histoire » attribué à l'holocauste, ne sont en fait jugés, que comme des faits divers, puisque dédramatisés par l'aspect physique souriant d'égéries féminines, pourtant issues d'une même lignée beaucoup moins rassurante.

Combattre le Front National est une nécessité entièrement liée à la lutte à mener contre la politique de régression sociale. L'un est toujours le résultat de l'autre et les moyens utilisés porteurs d'illusions de camouflages et faux lendemains propres à détourner la colère du peuple.

Voici ce qu'en disent ensemble les quatre associations nationales des victimes du fascisme, déportés résistants et fusillés :

« Tant que nous pourrons prendre la parole nous devons dire aux générations nouvelles, que c'est surtout dans les moments de crise que surgissent les discours anti-démocratiques xénophobes, racistes et anti sémites dans lesquels elles doivent discerner les thèses de ceux qui ont exterminé les juifs d'Europe, massacré les tziganes, déporté et fusillé les résistants. Il est essentiel qu'elles reconnaissent dans d'autres discours, les vociférations d'Hitler et la voix soumise de Pétain. Ainsi averties elles pourront combattre le danger ».

Le mouvement syndical CGT, selon son secrétaire général Thierry Lepaon, apparaît effectivement comme un sérieux rempart face aux reculs sociaux et à l'austérité, comme il est l'une des forces principales interdisant la mise en cause de la démocratie.

Hier, comme aujourd'hui, il est la forme légitime de la représentation des forces vives de la Nation, dont l'écrivain François Mauriac pouvait dire, au lendemain de la Libération : « Seule, dans sa masse, la classe ouvrière s'est montrée digne de la France profanée ».

C'est en ce sens, que les accords du Perreux revêtent un poids historique incontestable.

J'en terminerai en disant qu'il faut témoigner de la plus grande vigilance républicaine pour préserver le respect de l'être humain, de sa dignité et du droit à la différence.

Tout faire, pour que les graves menaces d'aujourd'hui ne deviennent pas de sombres pages d'histoire pour demain.

Denise FOUCARD

Présidente d'Honneur de l'IHS-CGT du Val de Marne